

PRÉFETE D'INDRE-ET-LOIRE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Parçay-Meslay, le 13 MAI 2019

Unité départementale d'Indre-et-Loire

Madame la Préfète d'Indre-et-Loire
DCPPAT/Bureau de l'environnement
37925 TOURS Cedex 9

Auchan carburant- Rapport de présentation au CODERST

*Mise en place de servitudes d'utilité publique
sur la commune de TOURS*

1. PRESENTATION GENERALE

1.1- Description du site et de son environnement

L'ancienne station-service AUCHAN se situe au niveau de la route de Paris sur le territoire de la commune de Tours. D'une superficie de 4800 m², ce site occupe les parcelles 116, 117, 541, 542 et 545 section BC (cf plan en annexe).

Le premier aquifère au droit du site est constitué des calcaires lacustres de Touraine en relation hydraulique avec la nappe de la craie du séno turonien. Cet aquifère fait l'objet d'usage sensible et est vulnérable à toute pollution potentielle de surface.

Le site est en cours de transformation en une activité de restauration rapide.

1.2- Historique du site

L'exploitation a fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 24 mars 1994 pour l'exploitation d'une station service. Suite aux différentes modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant a déclaré par courrier du 15/10/15 ne plus relever du régime de l'autorisation ; le site est désormais classable sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 1412, 4734, 1414 et 1435.

De 1992 à 2008, le site a accueilli une activité de distribution de liquides inflammables :

- 1 cuve enterrée de 30 m³ de SP95 ;
- 1 cuve enterrée de 40 m³ de SP98 ;
- 1 cuve enterrée de 60 m³ de super carburant ;
- 1 cuve enterrée de 70 m³ de gazole.

En septembre 1999, une activité de distribution de GPL a été mise en place.

1.3- Synthèse des travaux de réhabilitation engagés

Les travaux de démantèlement se sont étalés du 15 décembre 2016 au 20 janvier 2017.

Les opérations suivantes ont été réalisées :

- Nettoyage, dégazage et inertage des cuves de stockage de carburants ;
- Démantèlement et mise au rebut des volucompteurs ;
- Excavation et évacuation de 1287 tonnes de terres polluées et remblaiement des fouilles ;
- Contrôle des opérations de dépollution par prélèvements en fonds et bords de fouille.

Fin 2017 et sur demande de l'inspection des installations classées, un réseau de piézomètres permettant le suivi de la qualité des eaux souterraines a été mis en place. Plusieurs piézaires ont également été installés.

Les résultats d'analyses des gaz des sols montrent des concentrations résiduelles en hydrocarbures et ses dérivés, notamment au sud de la zone des anciennes cuves et des anciennes pistes de distribution.

Les résultats des premières analyses de suivi de la qualité des eaux souterraines mettent en évidence une dégradation de la nappe par les hydrocarbures et additifs pétroliers. L'inspection des installations classées a donc sollicité la poursuite des prélèvements pendant une période minimale de 2 ans.

À l'issue des travaux de réhabilitation une analyse des risques résiduels a été menée. Elle a permis de démontrer la compatibilité de l'usage envisagé (de type commercial) avec la pollution résiduelle présente sur site.

Compte tenu de ces pollutions résiduelles, il a été sollicité, auprès de l'exploitant, la fourniture d'un dossier de servitudes d'utilité publique (SUP). La mise en place de cette procédure a pour but de limiter les usages des eaux souterraines et de fixer les précautions à prendre pour les travaux sur les sols et sous-sols.

2. CONSULTATIONS :

– 2.1 Consultation préalable des services

Conformément à l'article R. 515-25 du Code de l'Environnement, le projet d'arrêté visant à instituer les servitudes d'utilité publique et le rapport de l'inspection des installations classées du 11 février 2019, ont été communiqués, pour avis à la Direction Départementale des Territoires.

Sollicité par courrier du 21 février 2019, la DDT n'a pas émis d'avis dans le délai fixé.

– 2.2 Consultation du propriétaire : la SCCV la Petite Arche

Par courrier du 21 février 2019, la Préfecture a interrogé le propriétaire sur le projet d'arrêté complémentaire. La société SCCV La Petite Arche a indiqué par retour de courrier du 21 mars 2019 « avoir pris connaissance de ce projet (d'arrêté préfectoral) sur lequel nous vous donnons notre accord ».

– 2.3 Avis du conseil municipal de Tours

Par courrier du 21 février 2019, la Préfecture a interrogé la commune de Tours sur le projet d'arrêté complémentaire. En l'absence de réponse sous 3 mois, l'avis du conseil municipal est réputé favorable.

3. PROPOSITION DU SERVICE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les dispositions et mesures proposées par l'exploitant, complétées par les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral de servitudes d'utilité publique sont en mesure de préserver l'environnement du site.

Le propriétaire a émis un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis.

Le conseil municipal de la commune de Tours n'a pas émis d'avis dans le délai imparti.

Conformément à l'article R 515-31-6 du code de l'environnement et considérant ce qui précède, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande d'institution de servitudes présentée par la société AUCHAN CARBURANT.

Considérant la nature des pollutions sur site et les conclusions de l'évaluation des risques sanitaires élaborée à partir de l'usage futur envisagé du site, l'inspection des installations classées, en application de l'article L. 515-12, propose le projet d'arrêté préfectoral ci-joint portant constitution de servitudes d'utilité publique.

En application de l'article R515-31-6 du code de l'environnement, outre l'exploitant et le maire de la commune où se situent les terrains concernés, le propriétaire des terrains concernés par les servitudes ont la faculté de se faire entendre par le CODERST.

L'inspection des installations classées propose donc aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de considérer favorablement cette demande.

